Niveau(x) d'enseignement : 9 Numéro EDUQ : 9370768
Centre d'intérêt : 912

Hautecoeur, Jean-Paul.

Une topographie de l'alphabétisation / Jean-Paul Hautecoeur. -- [Québec] : Ministère de l'éducation, [1989?].
30 f. ; 28 cm.

Titre de la couv. Résumé : f. [1]. Notes bibliogr. : f. 28-30.

Vedette(s)-secondaire(s) : Québec (Province). Ministère de l'éducation

Descripteur(s) : Alphabétisation * Organisme * Formateur * Formation des formateurs * Clientèle * Publication * Programme de formation * Education des adultes

Introduction générale à l'espace-temps singulier de l'alphabétisation qui découpe l'objet en grands morceaux : les organismes qui en font, les organisations, les alphabétiseurs, la formation des formateurs, la clientèle, l'idéologie, les publications, les événements, les textes officiels et les programmes ministériels.

Type de document :

9370769

D7104

CENTRE DE DOCUMENTATION
CREP

UNE TOPOGRAPHIE DE L'ALPHABÉTISATION

Jean-Paul Hautecoeur
Ministère de l'Éducation

D 7.104

RÉSUMÉ

Jean-Paul Hautecoeur traite globalement de l'alphabétisation dans le Québec actuel comme un phénomène social relativement nouveau qui laisse des marques propres dans l'espace collectif, le temps et les mentalités. Son propos est d'objectiver ces traces pour les décrire à distance, en partant d'une connaissance empirique qu'il a de ce terrain pour l'avoir fréquenté longtemps, en partant également de documents écrits récents.

Cette topographie de l'espace-temps singulier de l'alphabétisation découpe l'objet en grands morceaux: les organismes qui en font, les organisations, les alphabétiseurs, la formation, le public, l'idéologie, les publications, les événements, les textes officiels, les programmes ministériels. Leur investigation découvre des données précises, des formes plus vagues et plus floues, aussi des trous d'inconnaissance. L'alphabétisation, selon l'auteur, a été très peu observée d'un oeil méthodique.

Sa narration est présentée comme schématique, inachevée. Elle est conclue non par un diagnostic d'ensemble, mais par d'autres façons d'appréhender cet objet de connaissance: une investigation des paroles et savoirs des acteurs multiples de l'alphabétisation, l'observation méticuleuse d'un plan local ("microcosme"), une généalogie de l'analphabétisme ou de ses représentations imaginaires, une politique de l'alphabétisation pour mieux découvrir la logique des décisions qui orientent son développement.

UNE TOPOGRAPHIE POUR COMMENCER

Traiter globalement de l'alphabétisation peut être fait de plusieurs points de vue: par exemple technique, où il faudrait parler des remèdes, des instruments, des méthodes, des outils; ou bien planificateur, où l'on parlerait d'objectifs, de programmes, de personnels, de coûts, d'"arrimage" (comme on dit dans le jargon bureaucratique) avec les autres secteurs, de raison d'État; ou encore idéologique, prosélyte, politique, où, au nom de la lutte contre "le fléau de l'analphabétisme" dans le monde moderne, des pertes graves pour la démocratie, du niveau de culture nationale, de la productivité et la compétitivité des entreprises, de la sécurité de la main-d'oeuvre, on écrirait pour mobiliser, convaincre, faire valoir une cause, gagner des appuis.

J'ai choisi de traiter du sujet avec plus de distance, comme d'un exercice où il fallait circonscrire un objet au départ diffus, en décrire des plans et des séquences, en découvrir des faits de formes comme des faits d'âme, en montrer l'intérêt de l'observer et de continuer cette première observation. Un peu comme un prof qui ferait une introduction générale à l'alphabétisation, pour susciter chez ses étudiants le goût de la chose et les stimuler à entreprendre eux-mêmes des recherches. On peut ajouter que l'auteur est sociologue, prof, chercheur. Son objet risque d'être un phénomène social. On vient de dire que le genre sera de style "introduction générale". Aussi, que la rhétorique sera fondée sur la question, plutôt que l'affirmation ou la recette.

Circonscrire l'objet, c'est en faire le tour attentivement: l'étape de la topographie. On aurait pu dire sociographie, mais j'aime mieux l'effet de surface, de rapidité et d'essai désigné par le topo. On en cherche les traces les plus visibles, on rassemble le semblable, on identifie les différences, on découpe, on classe, on assimile, on reconstitue la chose. Là on la donne à voir, quelque peu différente de ce qu'elle était au début.

Mais elle se présente en morceaux, comme éclatée. Il faut poursuivre l'investigation, reprendre la chose autrement, trouver les variations, l'invariance: fouiller son histoire. L'alpha est un phénomène social singulier. Il y a 10-15 ans, on n'en parlait et on n'en faisant que dans un cercle d'initiés, alors qu'aujourd'hui, c'est devenu une priorité nationale. Comment se fait-il qu'un gouvernement conservateur, dont un des leitmotivs d'économie politique est de comprimer les programmes sociaux, ouvre une offensive spéciale de lutte contre l'analphabétisme en cherchant la collaboration de toutes les provinces et la mobilisation de la société civile? Pourquoi pas la lutte contre l'alcoolisme, par exemple comme en URSS? La drogue aux États-Unis? Et comment expliquer l'énorme croissance des coûts de l'alphabétisation au Québec, il y a 10 ans inférieurs à 500 000 dollars, en 1989 proches de 25 millions?

La tentation, apprise laborieusement à l'école, à l'église ou au bureau, est la cohérence. Ou si l'on préfère, la réduction au même. C'est un principe élémentaire de pouvoir (qu'il soit de la raison, de l'État, de l'Église, du coeur...). Comment aujourd'hui on rationalise, comment on planifie pour essayer de rendre à cet ensemble multiple qu'est l'alpha la cohérence recherchée? Il faudrait aller voir, là où les orientations se définissent, là où les programmes s'organisent et là où les décisions se prennent, s'il y a un plan de développement de l'alphabétisation. Quel avenir on prépare à cet objet organisé, et comment on justifie les orientations données?

Finalement, où sont les trous, les incertitudes, les inconnues, les incohérences, les inquiétudes, les problèmes patents? Cet objet, qui paraissait solide à la somme de ses parties, qui a connu une croissance remarquable, à qui on veut insuffler une nouvelle cohérence et une organisation plus efficace, réalise-t-il son but: "l'éradication de l'analphabétisme?"

À la veille de l'Année internationale de l'alphabétisation, faut-il préparer la consécration de l'appareil mis en place à la constatation

de ses résultats probants? Faut-il le mettre en question et chercher où et comment le rendre plus efficace? Faut-il inverser le vecteur des questions et le diriger vers l'analphabétisme: "Année internationale de l'analphabétisme"? Cela supposerait qu'on laisse aux victimes la parole, pour qu'ils disent ce qu'ils pensent des dispositifs mis en place, comment s'y prendre pour les rendre opérants...

Le propos est vaste! On commencera par la topographie, en essayant de s'en tenir aux faits les plus visibles qui marquent socialement l'alphabétisation.

Les organismes de première ligne

Dans une enquête de 1986, on en a relevé plus de 200(1). Ce sont en majorité les commissions scolaires qui ont vocation d'éducation des adultes, des organismes populaires autonomes ou associés aux institutions scolaires, quelques centres d'orientation et de formation des immigrants (COFI), un ou deux syndicats, des interventions marginales bénévoles. Le secteur privé n'a pas développé la formation de base dans les entreprises comme c'est le cas en Ontario et aux États-Unis. La presque totalité des organismes intervenants sont rattachés à l'éducation, y compris les organismes volontaires reconnus et subventionnés par le ministère de l'Éducation. À noter que ni les bibliothèques publiques, ni les cégeps, ni les universités n'occupent le terrain, ne serait-ce qu'à titre expérimental.

De multiples organismes support interviennent indirectement, en collaboration avec les précédents. Dans le rapport d'enquête déjà mentionné, ils sont listés sur trois pages (2).

Toutes les régions offrent des services d'alphabétisation, généralement centralisés dans le centre d'éducation des adultes. Les régions vastes, à faible densité de population, ont développé des services décentralisés. Mais on est loin de compter un organisme d'alphabétisation

dans chaque municipalité (cela pourrait devenir un objectif pour la prochaine décennie!).

En paysage rural, la configuration des services varie. Ils peuvent être entièrement assurés par des organismes populaires; ou partiellement, suivant une division du travail entre une commission scolaire et un, plusieurs organismes volontaires ou un chapelet de comités locaux; ou encore regroupés en plusieurs centres d'éducation des adultes aidés par des organismes communautaires qui assurent plus ou moins bénévolement l'animation et le recrutement(3).

En milieu urbain, certains centres d'éducation des adultes ont une vocation spécialisée d'alphabétisation. Ils fonctionnent à plein temps, jour et soir, peuvent employer plus d'une cinquantaine de formateurs et inscrire à leur registre quelques centaines d'étudiants. Certains de ces centres sont spécialisés dans l'alphabétisation fonctionnelle des personnes handicapées physiques ou mentales. Sur le territoire de la CECM, le Centre de ressources en éducation populaire (CREP) est comparable aux centres ruraux qui interviennent dans les localités par l'intermédiaire d'organismes communautaires. Une trentaine d'organismes à Montréal bénéficient de ses allocations de formation, en contrepartie desquelles ils doivent se soumettre aux normes provinciales d'organisation de la formation ainsi qu'à l'encadrement pédagogique du centre. Le CREP cherche à développer également dans les écoles de quartiers défavorisés des interventions d'alphabétisation auprès des parents. Huit écoles primaires expérimentent actuellement cette formule, connue sous le nom "J'apprends avec mon enfant"(4).

En ville, de nombreux organismes populaires sont implantés sur une base de quartier, de communauté culturelle, ou encore interviennent auprès d'un public de jeunes, de femmes, d'anciens détenus, etc. Le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation distingue cinq types de groupes, classés suivant leurs activités et leurs publics (5). Ils oeuvrent en toute autonomie, en collaboration avec un centre d'éducation des adultes ou encore dans un réseau de services communautaires.

Ces groupes populaires se sont rapidement multipliés au début des années 80 quand l'État favorisait leur développement. Depuis 1984, leur croissance est freinée et leur dépendance aux commissions scolaires fortement accentuée.

Les organisations

Tous ces organismes locaux ou régionaux sont rattachés à une ou des organisations régionales, provinciales, nationales, voire internationales. Il n'y a pas au Québec d'organisation de coordination ni d'association qui regrouperait l'ensemble des intervenants en alphabétisation, comme peut le prétendre le Movement for Canadian Literacy à l'échelle nationale (prétention souvent contestée au Québec).

Comme la plupart des organismes dépendent du ministere de l'Éducation, ne serait-ce que pour un programme de subventions, il est indéniable que ce ministère exerce un certain leadership. Mais il est limité par son mandat d'éducation alors que le champ de l'alphabétisation en déborde largement (en France par exemple, l'organisation nationale de coordination est logée dans le secteur social et son responsable est un élu); il est aussi limité par son appartenance gouvernementale, souvent incompatible avec l'autonomie des organismes et organisations non gouvernementaux; enfin, il n'a jamais créé d'unité spécifique qui pourrait avoir cette vocation globale, comme l'a fait à Ottawa le Secrétariat d'État.

La seule organisation provinciale à vocation de coordination est le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation (RGPAQ), qui représente une quarantaine d'organismes populaires locaux, environ la moitié des organismes autonomes. En fait, cette organisation non gouvernementale, qui a un secrétariat permanent, est souvent amenée à jouer un rôle provincial, par exemple de relations publiques, de documentation, de représentation nationale ou internationale, de conseil, etc. (6)

Chaque région s'est donné une table régionale d'alphabétisation, dont le mandat est la concertation régionale et la coordination de certaines activités comme le perfectionnement des intervenants, la documentation, des rassemblements régionaux, l'information et la publicité, etc. Sauf à Montréal, ces tables rassemblent régulièrement une équipe d'animation qui représente l'ensemble des organismes d'une région.

Ces équipes régionales sont regroupées en une Équipe inter-régionale, qui a une même vocation de concertation au plan provincial dans le réseau des commissions scolaires. En fait, cette organisation, par sa représentativité, sa connaissance des réalités locales et régionales, son engagement dans l'ensemble des questions qui touchent l'alphabétisation à la base, joue de plus en plus un rôle consultatif auprès du ministère de l'Éducation, d'animation et de coordination provinciale, par exemple pour l'organisation de l'Année internationale ou une campagne d'information. La plupart des leaders régionaux se retrouvent dans cette Équipe inter-régionale(7).

Les anglophones participent à l'Équipe inter-régionale, mais ils se regroupent surtout dans une organisation nationale-internationale indépendante dont les ramifications vont jusqu'aux Conseils locaux d'alphabétisation, des organismes de première ligne qui fonctionnent au bénévolat. Laubach Literacy of Canada a eu peu d'impact dans le Québec francophone alors qu'elle est solidement implantée dans la plupart des provinces(8).

Deux autres organisations ont une certaine visibilité et un impact non négligeable au Québec: le Movement for Canadian Literacy (Rassemblement canadien pour l'alphabétisation, auquel participe l'Équipe inter-régionale), un interlocuteur clé pour le gouvernement fédéral par exemple; le Conseil international pour l'éducation des adultes, dont le siège est à Toronto, qui publie à Paris un bulletin en français et qui fait la liaison entre l'éducation populaire dans les pays industrialisés et ceux du tiers-monde(9). Le RGPAQ participe à certaines activités du Conseil, dont l'organisation de l'Année internationale.

L'Institut canadien d'éducation des adultes (ICEA), homologue francophone de la Canadian Association for Adult Education, est depuis longtemps lié au développement de l'alphabétisation, pratique et politique, par la voie de l'éducation populaire. Il joue un rôle de liaison entre des organismes du tiers-monde et du Québec, directement ou par la médiation d'organisations internationales comme l'UNESCO. Son centre de documentation, ouvert au public, est spécialisé dans l'alphabétisation (10).

Enfin, plusieurs organisations de coopération internationale ont un siège à Montréal, recrutent des volontaires pour le tiers-monde ou participent d'une façon ou d'une autre au développement de l'alphabétisation. Ce réseau d'ONG (Développement et paix, OXFAM, CECI, SUCO, OCSD...) a été longtemps indépendant des activités québécoises, mais des rapports se développent et la liaison Nord-Sud mobilise plusieurs organisations ainsi que des organismes de première ligne (11).

Les alphabétiseurs

On les nomme aussi formateurs, intervenants ou animateurs. Souvent, dans le quotidien, simplement "profs" (à l'écrit "proffes", du fait que 9 sur 10 sont des femmes). Leur sont associés des conseillers pédagogiques (plus haut dans la hiérarchie socio-professionnelle), et des bénévoles (plus bas), dans certains cas indifférenciés des alphabétiseurs salariés, dans d'autres désignés comme aides, personnes ressources, animatrices...

C'est à peine une nouvelle "profession", comme l'alphabétisation qui se cherche une autonomie entre l'intervention sociale et la spécialité péda ou andragogique. Elle demeure ambigüe, tiraillée entre plusieurs pôles: l'andragogie, l'éducation primaire du français, l'éducation populaire liée à l'action communautaire, le bénévolat et les bonnes oeuvres. Elle est sans norme, sans statut reconnu, sans association professionnelle. C'est à peine s'il existe une formation spécialisée

pour y préparer. On pouvait y accéder par un peu tous les côtés: éducation, lettres, sciences sociales, mais aussi expérience communautaire, animation sociale, volontarisme, occasion... Aujourd'hui, la plupart des alphabétiseurs en milieu scolaire sont des éducateurs contractuels avec brevet d'enseignement et ancienneté reconnue. L'origine multidisciplinaire est encore caractéristique de l'éducation populaire, ainsi que le plus jeune âge des "intervenants" qui travaillent en ateliers plutôt qu'en groupes-classes.

On observe cette antinomie chez les alphabétiseurs: conditions de travail précaires, tâches et responsabilités parfois multiples, mais profonde valorisation du travail. Prolétaires, mais pionniers, missionnaires ou militants: "Enseigner en Alpha, c'est avant tout une vocation comme entrer en religion" (12).

Du côté des groupes autonomes, à cette antinomie s'ajoute une forte mobilité de personnel et ce qu'on appelle au RGPAQ le "burn-out". Annuellement, le quart du personnel est renouvelé. On ne fait pas long feu dans les groupes, même si la menace n'existe pas de "perdre sa jobbe" à cause de la priorité à l'ancienneté qui prévaut maintenant dans les commissions scolaires.

En milieu rural, là où il existe dans les petites localités des comités d'éducation populaire, les formatrices peuvent être recrutées localement sur critère de volontariat et d'engagement communautaire. Elles cumulent souvent les fonctions d'animation, de formation et d'administration des comités. Leur statut va du bénévolat à l'emploi salarié standard, mais leur "sous-qualification" et la marginalité des comités par rapport aux normes de l'éducation des adultes leur vaut encore des demi-salaires ou des contrats à la pièce.

On ne dispose malheureusement pas d'enquête sur cette population qui dessine cette profession nouvelle, comme si elle n'en était pas vraiment une. Les témoignages sont toutefois nombreux. Celui-ci mériterait d'être cité en entier. Voici le début et la fin:

"Vous cherchez un emploi non assuré, à temps partiel, saisonnier, variable, solitaire, exigeant, stimulant, valorisant, vivant.

Vous êtes adaptable, patiente, encourageante, souple, aidante, disponible, riche et en santé

Inscrivez-vous comme FORMATRICE EN ALPHA...

Être formatrice en alpha, une question de foi.
Former des groupes en alpha, une question d'espérance"(13).

La formation

Il existe une formation universitaire distincte en alphabétisation. Cette formation courte, un certificat de 1er cycle, est inscrite seulement au programme de l'Université du Québec à Montréal: en linguistique, depuis 1984. Chaque année, une trentaine d'étudiants sont certifiés. Quels droits, quels privilèges leur vaut cette formation sur le marché de l'emploi? Comment est-elle reconnue? Que sont devenus les finissants? La recherche est à faire.

Des éléments de conjoncture expliquent la place de cette formation en linguistique plutôt qu'en sciences de l'éducation. Il y a aussi un choix explicite: la situer à un carrefour interdisciplinaire plutôt que comme une spécialité. Une telle orientation semble à contre-courant de la tendance forte actuelle à scolariser, au moins administrativement, l'alphabétisation. Elle est justifiée doublement: l'alphabétisation y est conçue comme une intervention sociale globale qui met en jeu des compétences multiples. L'acte éducatif, le travail de la langue écrite ne sont que des séquences de l'action socio-culturelle, et l'école n'est qu'un lieu possible, épisodique, d'apprentissage. Mais aussi, cette formation répond à une demande et à un marché d'emploi diversifiés: recyclage-perfectionnement d'éducateurs du réseau scolaire, initiation d'intervenants qui se dirigent

vers l'éducation populaire, porte d'entrée vers une aventure de coopération dans le tiers-monde. La liaison Nord-Sud est cependant plus représentée par les attentes des étudiants que par le contenu du programme. Son bassin géographique de recrutement est le grand Montréal.

Ce programme universitaire de formation reste relativement isolé, autant du milieu professionnel de l'alphabétisation que de la communauté universitaire. Plutôt qu'interdisciplinaire, il est écartelé entre plusieurs départements. Il n'a pas créé un lieu organique de recherche ni une liaison suivie avec le terrain par des expérimentations et des échanges. Il est coupé des formations longues où se préparent des thèses. Marginal au mouvement d'alphabétisation en forte croissance, il a du mal à s'attirer une reconnaissance et un public.

Dans le milieu scolaire, différentes formules de perfectionnement du personnel sont reconnues et souvent subventionnées: réunions pédagogiques régulières, sessions spéciales de formation, participation à des colloques, etc. Si une formation universitaire en éducation est privilégiée, on considère encore que cette initiation peut se faire sur le tas, que la compétence s'acquiert à l'expérience et au dévouement, que les outils et stratégies pédagogiques sont à créer à partir des situations réelles de vie, de lecture, d'écriture. Les tables régionales organisent des sessions de perfectionnement ouvertes à tous les intervenants d'une région. À l'échelle provinciale, le ministère de l'Éducation a créé une équipe d'expérimentation de son nouveau guide pédagogique qui a eu en même temps fonctions d'information dans l'ensemble des régions, d'échange et de rétroaction sur les usages du guide, de perfectionnement pour les formateurs, aussi d'unification des pratiques. Au ministère, on associe explicitement "le Guide" ainsi que les opérations qui l'accompagnent à la "philosophie" officielle et à la politique normative qu'on souhaite voir appliquer sur tous terrains.

Dans son réseau, le RGPAQ élabore actuellement de nouvelles modalités de formation-perfectionnement des intervenants, après une enquête auprès des groupes. La forte mobilité du personnel des groupes

populaires ainsi que la volonté du mouvement de donner des moyens efficaces à ses objectifs d'éducation populaire ont rendu ce projet de formation impératif.

Le public de l'alphabétisation, ou la "clientèle"

Si dans chaque organisme et dans chaque groupe on a une connaissance empirique, interpersonnelle et quotidienne des participants, ce savoir familier n'est qu'exceptionnellement mis à l'épreuve de l'observation méthodique, de la théorie et de la mesure. Aucune enquête approfondie n'a encore été faite sur cette population qui fréquente les centres d'alphabétisation (14).

En 1986, on estimait la clientèle à quelque 16 000 personnes: 14 000 dans les institutions scolaires, 2 000 dans les groupes populaires. Il y a autant d'hommes que de femmes. Presque la moitié ont moins de 30 ans; 20% ont plus de 45 ans. Il est communément observé que le public de l'alphabétisation a beaucoup rajeuni, notamment à cause des mesures de rattrapage scolaire qui incitent financièrement les jeunes sous-scolarisés sans emploi à retourner aux études.

45% de cette population déclarent avoir moins de 5 ans de scolarité, 38% de 5 à 8 ans, 17% plus de 8 ans. Si près de la moitié n'ont quasiment pas été scolarisés, on déplore souvent dans les commissions scolaires la grande difficulté à rejoindre et à rencontrer les personnes les plus durement analphabètes(15).

D'après le Regroupement, ce sont les groupes qui travaillent avec des immigrants qui rejoignent le plus de personnes, le plus facilement. Dans les communautés culturelles, on reconnaît que la motivation est très grande et que les activités de recrutement sont réduites "car la clientèle se présente presque d'elle-même". "La principale caractéristique de l'ensemble de la clientèle est qu'elle possède de faibles

revenus: assistés sociaux et chômeurs, femmes chef de famille monoparentale, petits salariés, retraités..."(16). Une étude du Conseil supérieur de l'éducation précisait cette évidence sociologique en données statistiques saisissantes: moins on est scolarisé, moins on participe à des activités de formation, et moins on participe à la "vie active". Sur 20 personnes qui ont une scolarité de niveau primaire, 1 seule participe à des activités de formation. Moins de 1 sur 10 des inactifs s'inscrit dans un programme de formation (17). Comme la population analphabète est au bas de l'échelle des sous-scolarisés et des inactifs, on doit en déduire que c'est une infime minorité parmi les sous-scolarisés qui constitue cette "clientèle" de l'alphabétisation, et que parmi celle-ci c'est encore une infime minorité qui aura un projet de "formation qualifiante" (accès au D.E.S.).

D'après l'Enquête Southam sur l'analphabétisme au Canada, parmi les populations identifiées comme analphabètes, seulement 10% suivent ou suivraient éventuellement des activités d'alphabétisation. Au Québec, si l'on retient les résultats de cette enquête, 28% de la population serait analphabètes ou semi-alphabètes (environ 1,5 M), mais seulement 15 000 s'inscrivent annuellement en alphabétisation, soit 1% (18). Est-ce que ceux-ci forment un échantillon représentatif de l'ensemble, ou bien un groupement singulier? Et pourquoi tous les autres ne se présentent pas? À ces questions on ne peut répondre que par hypothèses et déductions.

Quelle est la "longévité scolaire" des personnes inscrites en alphabétisation? On ne le sait pas, de même qu'on ne connaît pas les résultats, soit la comparaison entre les compétences à l'entrée et les compétences à la sortie. On a pu relever les taux d'abandon scolaire déclarés par les commissions scolaires: la moyenne provinciale est de 13% des participants inscrits. Celle-ci varie entre 6 et 21% selon les régions. Les abandons les plus nombreux s'observent chez les jeunes qui ne sont pas inscrits au programme de rattrapage scolaire (assiduité obligatoire). Le taux moyen des abandons est moins élevé en alphabétisation que dans les autres secteurs de la formation générale; mais il

est aussi difficilement interprétable, ses causes et les différences de contextes étant multiples (19).

Dans les rapports sur l'alphabétisation, on a tendance à ne pas traiter de la population analphabète globalement, mais plutôt comme une myriade de catégories spécifiques qui présentent des besoins différents de formation. Hélène Blais a relevé en une page entière la somme de ces "catégories spécifiques" énoncées lors d'une enquête: un maëlstrom de personnes en difficulté (20). Du côté des alphabétiseurs, l'approche généralisée de la "formation sur mesure" tend aussi à personnaliser cette clientèle atomisée. En voici un exemple:

> "... Hétérogénéité très grande de la population analphabète et des besoins spécifiques des personnes... La diversité des besoins doit donc être au coeur même de l'intervention en alphabétisation" (21).

On sait finalement peu de choses sur cette "clientèle bénéficiaire" des services éducatifs, ce lieu commun qui fait d'une population hétérogène un même public: pourquoi elle vient, comment elle y arrive, ce qu'elle y fait, combien de temps elle y reste, pourquoi elle quitte, si ses attentes et celles de l'institution ont été satisfaites, etc. C'est peut-être le plus grand paradoxe de l'alphabétisation: alors que le dispositif de l'offre de services croît et voudrait décupler son public en quelques années, ce public demeure fantôme autant en visibilité sociale, en existence statistique qu'en stratégies de connaissance.

L'idéologie

Dans le mouvement d'alphabétisation, on peut identifier grossièrement trois corps différents par leur organisation, leur fonctionnement ainsi que leur idéologie: l'éducation des adultes institutionnelle, l'alphabétisation populaire et un mouvement d'alphabétisation bénévole, chez les anglophones presqu'entièrement assimilé au mouvement international

Laubach Literacy, chez les francophones plus diversifié. Entre ces trois entités il y a évidemment des interactions, des mélanges. Des types hybrides apparaissent, de nouveaux discours se développent, par exemple l'alpha communautaire, un hybride des deux premiers ou même des trois. Une autre entité se dessine à peine et n'a pas eu le temps encore d'agir, de se différencier, de se définir: une alpha du monde syndical et du milieu du travail. Comme elle prend de l'espace au Canada et surtout aux États-Unis, on peut supposer qu'elle sera plus présente ici qu'elle ne l'est actuellement.

Schématiquement (l'idéologie fonctionne elle aussi à la réduction), l'alphabétisation institutionnelle a le pouvoir de la légitimité de l'État et de l'École, ainsi que celui du nombre et des budgets. Elle est intégrée au cursus de la formation générale dont elle constitue la base en éducation des adultes, et en principe elle devrait ouvrir la voie vers les études secondaires, sanctionnées par le diplôme d'études secondaires (DES). Cette modélisation scolaire pure et simple, plutôt théorique, est doublée d'une variable "fonctionnelle", pragmatique, qui fait son identité, ou son ambiguité. S'il y a bien un programme unique en formation de base, il oppose à la normativité son adaptabilité aux besoins, aux objectifs scolaires des objectifs individualisés "sur mesure", aux références académiques des "situations de vie". L'originalité, l'utopie de cette formation écartelée entre l'école et la vie est qu'elle "doit être attentive au développement intégral de la personne" (22).

Le discours de l'alphabétisation populaire se développe à partir de quelques thèmes majeurs: "l'approche globale" de l'analphabétisme et de l'intervention d'alphabétisation, l'autonomie du mouvement d'éducation populaire, le fonctionnement démocratique des groupes et du Regroupement, des objectifs socio-politiques ou collectifs qui intègrent des objectifs individualisés (des revendications, des luttes, pas seulement des services), l'implantation dans le milieu de vie et la

culture populaire. Si tous les organismes qui s'identifient à l'alphabétisation ou l'éducation populaire n'adhèrent pas à tous les éléments de ce discours, ils s'y reconnaissent au moins dans quelques-uns.

Le mouvement bénévole a deux pôles, dont l'un - Laubach Literacy, anglophone, d'origine américaine - est explicite, organisé, autonome alors que l'autre, francophone, est plutôt lié aux commissions scolaires comme dans la santé des les organismes bénévoles le sont aux hôpitaux. Seul le mouvement Laubach présente une idéologie construite et distincte, dont le bénévolat, l'implantation communautaire, l'approche individuelle, la filiation à l'organisation internationale et la soumission à ses règles sont des caractéristiques.

Du côté francophone, les organismes bénévoles ou semi-bénévoles sont surtout ruraux, identifiés à l'éducation populaire, non autonomes comme le mouvement précédent mais annexés à l'éducation des adultes, utilisés souvent en sous-traitance pour des activités d'animation communautaire ou même de support à la formation, rarement responsables de la formation considérée comme une activité professionnelle. L'alpha est pour eux une nouvelle vocation sociale, comme un mouvement d'évangélisation laïcisé. Il arrive qu'on procède par le porte à porte. On accepte de donner son temps, on valorise avant tout les qualités humaines, on fait la promotion de l'alpha dans les réseaux communautaires. En milieu semi-urbain et urbain, certains organismes bénévoles se différencient du mouvement de l'alphabétisation populaire essentiellement par référence à des valeurs humanistes ou personnalistes et par opposition à tout projet socio-politique. Ces différences sont surtout typiques. Il arrive en effet qu'un organisme qui a commencé par le bénévolat revendique plus tard une reconnaissance salariée de son travail et joigne le RGPAQ...

Il faudrait entreprendre une analyse de contenu plus serrée des écrits passés et actuels sur l'alphabétisation pour subtiliser cette présentation grossière (voir l'infirmer), qui réduit en particulier l'ensemble du mouvement d'alpha dans les commissions scolaires à l'expression

qu'en donnent quelques institutions fortes ainsi que le ministère de l'Éducation. Cette analyse n'a jamais été faite, et depuis longtemps on représente la diversité de l'alpha dans une typologie figée que la plupart des publications reproduisent (23). Avis aux amateurs de dissections critiques!

Les publications

Un mouvement organisé se donne des marques écrites de promotion, de liaison, d'expression idéologique. Si son champ de rayonnement est assez large, l'industrie et les services de la communication l'investissent.

Un bulletin, Alpha liaison, est pratiquement la seule publication provinciale régulière d'expression du mouvement d'alphabétisation. Trimestriel, il paraît de puis 1981, publie à 16 000 exemplaires et représente toutes les régions dans son équipe de rédaction. C'est l'organe écrit de l'Équipe interrégionale. Il est financé par le ministère de l'Éducation et réalisé dans une commission scolaire. La plupart de ses collaborateurs sont des alphabétiseurs, conseillers pédagogiques, éventuellement des apprenants. Ce bulletin publie leur parole multiple, par thèmes, sans l'intervention directrice ou éditorialiste d'un rédacteur ni d'un comité de rédaction permanent.

Le mouvement populaire d'alphabétisation avait, jusqu'en 1986, son propre bulletin de liaison, accompagné d'une publication originale composée par les participants des groupes: Alphabétisation populaire et Écrire pour la première fois. Ils ont cessé de paraître faute de ressources. Le Regroupement s'exprime occasionnellement par la voie des médias de masse; pour ses groupes membres, il publie aussi une feuille d'information.

Dans les régions, il est produit des bulletins d'information à l'usage des alphabétiseurs, des cassettes vidéos pour l'animation et la sensibilisation, ou encore à fins pédagogiques, des outils d'alphabétisation, des pamphlets et comptes rendus de colloques pour la promotion des activités, des institutions, des personnes qui y travaillent, etc. L'animation par la voie écrite et audio-visuelle est, dans certaines régions, abondante.

En librairie, la rubrique alphabétisation est remarquablement absente, autant dans le matériel pédagogique publié que dans les essais, recherches, témoignages. Les exceptions se comptent sur les doigts d'une main. Un livre, publicisé et distribué commercialement, se vendra au mieux à quelques centaines d'exemplaires (y compris une moitié rachetée par l'auteur). Une cassette vidéo professionnelle, louée ou vendue au prix du marché, risque de ne pas circuler. Le sujet est sans valeur marchande. Il semble encore confiné au non-dit, au privé, au pratico-pratique, au bénévole donc au gratuit...

On publie dans le réseau de l'éducation, pour le réseau de l'alpha. Les publications sont subventionnées par le ministère de l'Éducation; elles sont distribuées gratuitement. C'est le cas de la collection de recherche ALPHA, éditée par le ministère. Cette collection compte une dizaine de titres et publie tous les deux ans un volumineux dossier de recherches québécoises et étrangères. La CECM édite également une collection de recherches plus pédagogiques, surtout destinées à son propre bassin de formateurs: Pratiques d'alphabétisation. D'autres commissions scolaires, entre autres Jérôme Le Royer et de Chambly, mènent régulièrement des activités de recherche pédagogique et publient pour leur réseau.

La relation des universités à l'alpha a été évoquée pour la formation. C'est à peine une discipline universitaire. Elle n'a pas encore donné lieu à des activités suivies de recherches fondamentales, expérimentales ou participatives. Vu le nombre de publications, il semble que le sujet soit plus attirant pour les étudiants de maîtrise et doctorat que pour les professeurs. Si deux centres de recherche en alphabétisation ont vu le jour, ils n'ont en tout produit que... deux bibliographies.

Il y a évidemment des traces multiples de l'alpha dans les quotidiens, les revues, tous les médias. Le thème est manifestement plus médiatique qu'académique. Ce fait est peut-être très important: comment se fait-il que l'analphabétisme ait réussi en une dizaine d'années à mobiliser la société civile et l'État au point qu'on en parle aujourd'hui comme d'un fléau national majeur qui hypothèque notre avenir économique, scientifique, culturel? Et comment se fait-il qu'on investisse autant, et bientôt plus, en alphabétisation alors qu'on ne trouve trace de ses résultats? (24)

Les événements

Le monde de l'éducation est connu pour le nombre formidable annuellement de colloques, congrès, symposiums, retraites, réunions pédagogiques de tous acabits. L'alpha n'échappe pas à la coutume, cependant des réunions particulières s'y sont développées: des "alpha-fêtes", colloques d'apprenants, "grandes rencontres", etc.

En fin d'année, dans beaucoup de régions s'organisent de telles manifestations semi-publiques qui rassemblent tous les participants aux activités d'alphabétisation et qui consacrent symboliquement leurs liens pédagogiques, socio-communautaires, interparoissiaux. Elles sont préparées par les apprenants et les enseignants de différentes localités et organisées autour d'un thème qui est occasion d'écritures, recherches, ateliers de géographie, économie, histoire régionale , création de chants, scénarios, jeux littéraires, déplacements,

voyages... Ce sont des faits qui consacrent la solidarité dans le mouvement d'alpha d'une région, la fin de l'année "scolaire", la participation populaire dans ce qui est vécu comme la création d'une éducation de base déscolarisée dans le canevas de l'éducation des adultes, et pour le personnel engagé en alphabétisation la valeur extra-professionnelle de cet engagement comme une nouvelle symbolisation de la lecture et de l'écriture.

Il y a eu dans le mouvement d'éducation populaire, une "Grande rencontre" provinciale, préparée par les participants, à l'Université Laval en 1985 (25). La plupart de ces événements annuels sont cependant régionaux et parfois inter-régionaux (26).

Le personnel de l'alphabétisation se rassemble encore à l'occasion de colloques régionaux, provinciaux et nationaux, qui ont l'alpha pour thème majeur ou thème d'ateliers. Les assemblées d'éducation inscrivent maintenant couramment l'alpha à leur agenda. Témoin, le congrès de l'Association canadienne des éducateurs de langue française (ACELF) en 1989 organisé sous le thème "Alphabétisation en français". Les alphabétiseurs ne sont pas (encore) regroupés dans une association, un syndicat, une organisation structurée, de telle sorte qu'il n'existe pas de rassemblement provincial régulier, d'objectifs revendicateurs ou structurants, de portes-paroles distinctifs du mouvement. Si une telle organisation existe dans le mouvement populaire autonome, on peut difficilement concevoir actuellement son élargissement à l'ensemble du mouvement d'alphabétisation.

Le calendrier de l'alpha est indistinct du calendrier scolaire. On va à l'école, aux ateliers ou à "l'alpha" de jour à plein temps ou le soir; on commence à l'automne, on s'arrête en mai, on a des vacances; il arrive que les alphabétiseurs se donnent des jours ou une semaine de "congés pédagogiques", etc. Une journée dans l'année est spéciale: la Journée internationale de l'alphabétisation, le 8 septembre.

Au début septembre, les cours ou ateliers n'ont pas commencé. Alors l'événement concerne avant tout les organisateurs et responsables de l'alpha, du local à l'international. C'est une journée privilégiée pour s'exprimer en public, dans les médias: faire le point sur les acquis de l'alphabétisation, les projets; rappeler les droits fondamentaux, les politiques nationales et internationales; faire la liaison avec le tiers-monde et certaines populations plus opprimées; donner la parole en public aux personnes analphabètes; faire une déclaration politique, etc. Si cette journée n'a pas le retentissement que peut avoir le 8 mars des femmes, elle est de plus en plus marquée par les médias et les organisations d'alphabétisation.

L'événement le plus important à venir est l'Année internationale de l'alphabétisation: AIA, 1990. Le gouvernement canadien et plusieurs organisations non gouvernementales canadiennes participent à cette organisation internationale. Au Québec, le Regroupement des groupes populaires, l'Équipe interrégionale, l'ICEA, la CEQ et sûrement bien d'autres préparent un plan d'action pour cette Année qui veut marquer le début d'une offensive de 10 ans pour développer les activités d'alphabétisation dans le monde (27).

Les textes officiels

On est peu prolixe au Québec en déclarations ministérielles ou gouvernementales sur l'alphabétisation. Depuis les recommandations du volumineux rapport de la Commission d'étude sur la formation des adultes (1982) qui inscrivait une campagne d'alphabétisation dans une mission prioritaire de formation de base, suivies, sous le précédent gouvernement, d'un Énoncé d'orientation et plan d'action en éducation des adultes (1984) situant l'alphabétisation comme la première priorité en éducation populaire, le seul texte officiel traitant d'alphabétisation est la loi 107, au chapitre de l'éducation des adultes. Il est écrit:

"3. Tout résidant du Québec a droit à la gratuité des services éducatifs visés à l'article I et offerts en application de la présente loi.

Tout résidant du Québec visé à l'article 2 a droit à la gratuité des services d'alphabétisation et à la gratuité des autres services de formation prévus par le régime pédagogique applicable aux services éducatifs pour les adultes, aux conditions déterminées dans ce régime".

Autrement dit, les centres d'éducation des adultes des commissions scolaires doivent fournir des services gratuits d'alphabétisation à tous les adultes qui en font la demande. Ce principe d'accessibilité universelle à l'éducation pour les adultes comme pour les enfants commence à l'alphabétisation, conçue comme le premier niveau de la formation générale conduisant au DES. Ainsi l'alphabétisation est pleinement intégrée dans le programme scolaire, et non pas dans un programme d'éducation populaire comme le concevait le document d'orientation de 1984.

Il existe des textes internes au ministère de l'Éducation qui traitent en détails de l'organisation des activités d'alphabétisation, des orientations sur leur développement en milieu scolaire, des ententes avec le gouvernement fédéral, d'un projet de plan d'action interministériel pour lutter contre l'analphabétisme au Québec. Comme ces documents n'ont pas reçu caution ministérielle, ils n'ont aucun statut officiel et ne peuvent être cités pour expliciter minimalement la politique du ministère ou du gouvernement en matière d'alphabétisation. Actuellement, il n'y en a pas, ou elle ne se différencie pas de la loi 107. Il est possible que les événements accompagnant l'Année internationale pressent le gouvernement de préciser son plan d'action.

Les programmes ministériels

Le ministère de l'Éducation administre deux programmes distincts qui rassemblent la plupart des activités d'alphabétisation dans la province: la formation de base, l'aide à l'éducation populaire autonome. Le premier est intégré à la formation générale, mais avec un statut et des mesures particulières. Le second est un programme de subventions accordées directement à des organismes volontaires d'éducation populaire (OVEP), sans passer par les commissions scolaires.

Dans les faits, les deux programmes ne sont pas si indépendants: dans beaucoup de régions, on l'a vu, ces deux types d'organismes sont interdépendants et les mêmes interventions d'alphabétisation sont financées par les deux programmes. Ce qui permet, surtout en régions rurales, de décentraliser la formation, de financer des activités d'animation, d'organiser avec plus de moyens et de souplesse l'alphabétisation sur une base communautaire, de rémunérer une partie du bénévolat. Sur le terrain, l'un des effets de cette situation est le contrôle par l'institution scolaire des organisations d'éducation populaire (parfois créées de toutes pièces par elle), dans certains cas leur annexion. À l'échelle provinciale, sur les 80 organismes subventionnés par le programme d'éducation populaire, à peine la moitié sont autonomes. C'est donc seulement la moitié du budget de l'alphabétisation populaire qui va à ces organismes (soit 1 million sur 2). Le programme d'alphabétisation du réseau scolaire était estimé, en 87-88, à 21 millions. En 88-89, le coût de ces deux programmes serait approximativement de 25 millions.

Un programme expérimental de formation a été testé en 1988-1989 dans les commissions scolaires. En 1989-90, ce programme, qui prend la forme d'un guide pédagogique doublé d'un modèle de gestion, devrait s'appliquer à l'ensemble du réseau. Il se définit brièvement ainsi:

"- <u>un processus de formation</u> sur mesure cohérent, en accord avec le souci constant de réaliser une formation reliée aux situations de vie et aux besoins des adultes;

- <u>un contenu</u> qui intègre l'apprentissage des matières (français, arithmétique, anglais langue maternelle) dans des domaines directement liés aux situations de vie identifiées, ici et maintenant, par les adultes en formation" (28).

Au ministère de l'Éducation, on élargit la problématique de l'alphabétisation aux mesures de prévention qui s'appliquent chez les jeunes. On inclut parmi celles-ci diverses mesures visant à réduire le décrochage scolaire, un dispositif d'adaptation scolaire et de "cheminements particuliers" destinés aux élèves en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage, la réforme de l'enseignement professionnel, en particulier la suppression du "professionnel court" et la valorisation des connaissances de base à l'admission, également le plan d'action spécial visant l'amélioration de l'enseignement et de l'apprentissage du français à l'école. On intègre à cet ensemble d'activités de formation et de prévention le programme de français langue seconde destiné aux immigrants, programme identifié à l'alphabétisation fonctionnelle même s'il n'est nullement pensé dans les termes ni dans les stratégies de la lutte contre l'analphabétisme.

Le ministère des Communautés culturelles et de l'immigration (MCCI) administre un programme de francisation des immigrants dans son réseau des COFI et, comme en Éducation, un programme d'aide aux organismes communautaires pour la francisation des immigrants (PAFI), auquel peuvent accéder des groupes d'alphabétisation. La mission d'alphabétisation n'est cependant pas explicite au MCCI. Les programmes de formation ne sont pas conçus pour un public analphabète, les initiatives d'alphabétisation n'y ont été menées qu'à titre expérimental (29). Si l'on reconnaît que 5% des immigrants peuvent être analphabètes, le chiffre n'est fondé que sur les déclarations de non scolarisation en

pays d'origine. Pour certaines communautés culturelles, cette estimation serait loin en deça des taux réels mesurés comme on le fait maintenant à partir des compétences cognitives et communicatives appliquées au contexte nord-américain.

Le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu (MMSR) n'a pas de programme spécialement conçu pour la population analphabète. Néanmoins, le programme de rattrapage scolaire qui s'adresse aux bénéficiaires d'aide sociale de moins de 30 ans inclut les personnes analphabètes qui s'inscrivent en formation à temps plein. La fréquentation scolaire leur donne droit à une bonification des prestations sociales et au remboursement de frais connexes. Aucun programme de développement de l'emploi ne permet le développement d'activités d'alphabétisation en entreprise, comme c'est le cas en Ontario par exemple. Il est probable que ce type de programme verra le jour sous peu, sous la pression entre autres des syndicats et de certaines entreprises.

Le gouvernement fédéral subventionne directement, par son Secrétariat à l'alphabétisation au Secrétariat d'État, ou indirectement, par différents programmes de création d'emploi, la plupart des organismes populaires d'alphabétisation et des organisations non gouvernementales qui s'y impliquent. Comme les programmes provinciaux de l'éducation sont quasi exclusivement consacrés à la formation, la plupart des projets exclus de ces programmes (recherche - documentation - animation - productions médiatiques...) sont soutenus par les programmes fédéraux.

Couper - conclure

On peut arrêter ici cette topographie essentiellement descriptive de l'alphabétisation, telle qu'elle se laisse découvrir actuellement d'un point de vue sociographique, à l'échelle provinciale. Il en manque de grands morceaux: ce qu'en perçoivent et en disent différents acteurs,

par exemple les journalistes, les formateurs et autres intervenants, les organisateurs au ministère et en régions, les participants ou apprenants, à l'occasion d'une assemblée publique ou encore en privé. Leurs paroles gagneraient à être mises en dialogue avec les miennes, leurs savoirs, avec ou sans écriture, confrontés aux miens, aux vôtres. Un savoir problématique, non dogmatique, se découvre en effet dans la dialectique du multiple et des différences, voire des conflits d'interprétation, non pas dans la réduction au semblable, à l'unique.

Pour décrire le provincial, on aurait pu aussi s'arrêter au local: un village, un comité d'alpha populaire, un centre d'éducation des adultes, une maison Alpha. Un microcosme, dans son propre temps, sa territorialité, ses acteurs, ses actions, ses représentations (30). Un autre village, un quartier urbain, un centre communautaire créolophone. Chacun est relié par de multiples fils aux autres, au central, au macrocosme: il s'agit d'en suivre les traces.

Mais encore. Le point de vue adopté a été celui d'un observateur distant, objectal, dont c'est la profession (la perversion) de faire (de défaire) en écrivant. Il a écrit au présent de l'actuel. Il aurait pu choisir de faire décrire la chose par son histoire, ses transformations, ses projets abandonnés, des morceaux disparus. Ça serait la suite de cette esquisse de topographie, qui pourrait ainsi commencer à être compréhensive: comment les choses se sont transformées, éventuellement pourquoi.

Il faudrait commencer par une généalogie de l'analphabétisme, au Québec, dans les pays alphabétisés. Et au présent, en coupe synchronique, par une ethnographie de l'analphabétisme, tant ce phénomène a été promu, on ne sait suivant quels fantasmes, au rang de l'exotique ou amalgamé à la catégorie "en voie de développement" ("Quart-Monde"). On devenait missionnaire, ou instituteur de brousse; on s'engage en alphabétisation.

Cette question de l'analphabétisme n'a été posée ici qu'en terme de "clientèle". Pour traiter de l'alphabétisation et de tout ce qu'on y met de vocation, d'esprit de croisade, de salut, de mission civilisatrice ou libératrice, il faut se demander comment dans la société on désigne les "analphabètes", quel rôle ils jouent, quel destin on leur réserve (31). C'est sur ce fond de décor imaginaire qu'est montée la pièce de l'alphabétisation.

Il y a aussi une politique de l'alphabétisation qui mériterait d'être mieux observée, documentée. Le sujet est au public, saisi par les états. Ses budgets augmentent. On a voté à l'ONU une Année internationale. On va vivre avec dans les années qui viennent. La pression pour l'alphabétisation, en particulier auprès des moins scolarisés, des inactifs, se fait plus forte. À quelles logiques obéit le phénomène au niveau de l'État (des États), à celui du secteur privé, à celui de l'École, à celui des organisations sans but lucratif? Et comment ces logiques, ces calculs, ces intérêts se rencontrent ou se repoussent? Par exemple, pourquoi au Québec avoir fondu l'alpha dans le système scolaire où elle se normalise et se généralise suivant les règles inhérentes à ce système, au risque déjà appréhendé d'inefficacité, de difficultés de recrutement, de rejets systémiques? (32)

On a vu qu'il est difficile, par les textes, de retracer ces choix politiques, s'ils existent. Alors comment, par comparaison, on en arrive, à Ottawa, à promouvoir l'alphabétisation dans les provinces en créant un secrétariat national? Comment aussi, au Conseil des ministres de l'Éducation du Canada, on en arrive à publier une Déclaration sur l'analphabétisme et des orientations pour le futur (33), alors qu'au Québec les textes et projets sur la question n'arrivent pas à la légitimation politique? Doit-on conclure à une absence de politique et du politique sur cette question, ou bien à une politique de l'absence?

1. **Recherche action sur le développement de l'alphabétisation au Québec**, Ministère de l'Education du Québec, 1986. Cette opération a donné lieu à une série de publications:
   Hélène Blais, **Synthèse provinciale**, DGEA, 1987.
   Hélène Blais, **Synthèses régionales**, DGEA, 1987.
   Hélène Blais, **Catalogue d'outils pédagogiques**, DGEA, 1987.
   Hélène Blais, **Les organismes de concertation et les organismes non gouvernementaux**, DGEA, 1987.
   H. Blais, J.P. Hautecoeur, L. Lépine, **Évaluations**, DGEA, 1988.

2. Hélène Blais, **Synthèse provinciale, op. cit., p. 17-19.**

3. Raymond Day, "Alphabétisation populaire à la Baie-des-Chaleurs", **Alpha 84**, Ministère de l'Education, 1984.

4. Centre des ressources en éducation populaire, **J'apprends avec mon enfant**, 2 guides informatifs, CECM.

5. Carole Dion, Nicole Lachapelle, **Le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation au Québec (RGPAQ) et ses groupes membres**, 2 volumes, RGPAQ, 1987.

6. Ibid. Aussi les articles du RGPAQ dans la collection Alpha; et Louise Miller, "Le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec", **Learning**, vol. V, no 1, 1988.

7. cf. le procès verbal de la rencontre de l'Équipe interrégionale, 1-2 décembre 1988, notamment l'annexe "L'alphabétisation et le réseau des commissions scolaires", nov. 1988.

8. Hélène Blais, **Les organismes de concertation et les organismes non gouvernementaux**, op. cit., p. 31-35.

9. Conseil international pour l'éducation des adultes, **L'alphabétisation en pays industrialisés: Point de mire sur la pratique**, rapport du Séminaire de Toronto, 13-15 octobre 1987.

10. Hélène Blais, ibid. p. 28-29.

11. **Cinco Pinos, Une expérience de solidarité internationale entre éducateurs et éducatrices du Nicaragua et du Québec**, Institut canadien d'éducation des adultes, 1989; **L'alphabétisation dans le processus de développement international**, compte rendu du colloque, Université du Québec à Montréal, 22 avril 1988; dossier sur la Mission Alpha en Haïti, **Alpha 88**, Ministère de l'Education, DGRD, 1988...

12. Pour divers témoignages d'alphabétiseurs, voir **Alpha-Liaison**, vol. 9, no 2, 1989: "Les conditions de travail".

13. **Alpha Liaison**, vol. 9, no 3, 1989, p. 7.

14. Si on n'a jamais fait au Québec d'enquête systématique sur la population globale (voir pour le Canada: William T. Fagan, "Une enquête sur des échantillons d'illettrés en milieu urbain au Canada", **Perspectives**, no 3, 1988; et pour l'Europe: **Les itinéraires d'analphabétisme**, Office des publications officielles des Communautés européennes, 1986), il y a diverses études de cas, dont Jean Patry, **Portrait de personne analphabètes**, Commission scolaire de Chambly, 1982; Jean-Paul Hautecoeur, **Anonymus Autoportraits**, Ed. Albert Saint-Martin, Montréal, 1984...

15. Lucie Lépine, "Jeu de piste dans les auto-évaluations", dans Blais, Hautecoeur, Lépine, **Recherche action... Evaluations**, op. cit.

16. Carole Dion, Nicole Lachapelle, **Le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec et ses groupes membres**, op. cit., vol. 2, p. 71.

17. Conseil supérieur de l'éducation, **Des priorités en éducation des adultes**, février 1987.

18. Jean-Paul Hautecoeur, "Poids et mesures de l'analphabétisme au Québec", **Alpha 88**, op. cit.

19. Hélène Blais, **Synthèse provinciale**, op. cit. p. 21-33.

20. Ibid., p. 41.

21. **Document d'orientation sur le développement de l'alphabétisation en milieu scolaire**, Ministère de l'Education, DGEA, 1987, p. 50-52.

22. Ibid., p. 43. Le document officiel qui développe ces orientations est le **Guide d'intervention sur mesure en formation de base: Présentation, orientations, préalables, (Doc. 1)**, Ministère de l'Education, DGEA, 1987.

23. Voir par exemple le **Guide d'intervention sur mesure**, le **Document d'orientation** de la DGEA, d'Hélène Blais "Des mots et des maux, discours qui soignent", dans **Evaluations**, etc.

24. En France, deux chercheurs ont tenté de donner une interprétation socio-analytique du phénomène: J.F. Laé, P. Noisette, **Je, tu, il, elle apprend - Etude documentaire sur quelques aspects de l'illettrisme**, Paris, La Documentation française, 1985.

25. Regroupement des groupes populaires en alphabétisation, **La Grande rencontre - Québec, 9-10 mai 1985**, Cahier Alpha-souvenir, RGPAQ, 1986.

26. Par exemple, "Dans la Montérégie L'Alpha-fête est en marche", **Alpha-Liaison**, vol. 9 no 3, 1989, p. 19-21.

27. Le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation distribue un dossier d'information sur l'AIA: (tél.: 277-9976).

28. **Guide d'intervention sur mesure en formation de base**, Document 1, op. cit. p. 16.

29. C. Fortin, H. Nadeau, R. Cardin, **Cours de français pour adultes immigrants analphabètes, Rapport d'expérience pilote**, Ministère des Communautés culturelles et de l'immigration, Cofi M.-Lefebvre, Sept. 1986.

30. Une telle monographie a été tentée par Jeanine Hohl, "Histoires de personne(s) ou le rêve de savoir", **Alpha 86**, Ministère de l'Education, DGRD, 1986.

31. Ce qu'a fait magistralement Michel Foucault pour la folie: **Histoire de la folie à l'âge classique**, Plon, Paris.

32. Jean Paul Hautecoeur, "Offre généreuse, demande bloquée: le paradoxe actuel de l'alphabétisation", à paraître.

33. Conseil des ministres de l'Éducation, **L'analphabétisme chez les adultes au Canada: définition et traitement de la question**, mars 1988.